

Il a piloté la Commission chargée d'établir le projet présidentiel du Parti Socialiste. L'adjoint à la Ville de Lyon et candidat aux prochaines législatives, réagit aux critiques que l'examen de ce programme suscite, notamment dans les rangs socio-démocrates, déçus par l'utopie et la radicalisation d'une rhétorique contradictoire avec les vœux de réalisme et de restauration de la négociation collective.

■ Denis LAFAY

Pierre-Alain Muet

« Nous avons toutes les cartes en main »

Acteurs de l'économie. Quel est le sens général du projet ?

Pierre-Alain Muet. Ce programme collectif constitue une « première » au sein du Parti Socialiste. Il est le fruit de plusieurs mois de débats, à raison de trois à cinq heures hebdomadaires. Il veut renouer avec le volontarisme – pour exemple, dans le domaine économique: le plein emploi –, et met fortement l'accent sur la négociation sociale et son rééquilibrage avec la loi. Avec pour point d'orgue le projet de couverture professionnelle universelle. Cette revitalisation du principe de négociation, notamment avec les partenaires sociaux, contribuera à raffermir l'initiative citoyenne, et à nous rapprocher des grandes social-démocraties du nord de l'Europe.

« Aujourd'hui, le déficit démocratique est criant et la négociation sociale ignorée »

C'est un programme de dépenses. Pas de rentrées. Au sein même du PS, entre François Hollande (35 milliards d'euros) et Dominique Strauss-Kahn (50 milliards d'euros), les opinions divergent sur son coût...

J'ai fait une évaluation pour la commission du projet. Réactualisée sommairement, elle conduit à 35 milliards d'euros, soit 2 points de PIB.

L'Etat est exsangue. Comment espérez-vous financer de telles ambitions alors qu'au moins deux années s'écouleront avant qu'une « nouvelle croissance », sur laquelle vous tablez mais qui demeure virtuelle, livre ses premiers

effets ? Or Dominique Strauss-Kahn a lui-même concédé qu'en cas de victoire, « si le gouvernement ne réussit pas à relancer la croissance dans les 6 mois, il ne pourra pas tenir ses promesses de financement des nouvelles dépenses »...

Le passé plaide en notre faveur. De 1997 à 2002, avec 3 % par an la France était dans la dynamique de la croissance mondiale. Depuis, le fossé s'est brutalement creusé, participant à la dégradation du déficit. Nous maîtrisons les outils: doper l'innovation par des projets à long terme, favoriser l'économie de la connaissance, réformer l'université, accroître le budget de la recherche de 10 % chaque année, ériger cette recherche au rang de priorité européenne...

Autre levier, aux effets rapides, pour réveiller la croissance: dynamiser la demande et la consommation, en favorisant – toujours par la négociation collective – l'accroissement du revenu des ménages, et une politique de l'emploi très offensive – emplois jeunes... –. C'est la recette retenue en 1997 par Lionel Jospin, pour les bons résultats que l'on sait. C'est à cette condition qu'on redonnera confiance à nos concitoyens, laquelle est capitale pour assurer une croissance durable.

La dette publique, abyssale, exige une riposte d'envergure et d'urgence. Pas un mot dans votre projet...

La dette publique en pourcentage du revenu

national s'est envolée depuis 2002 alors qu'elle avait légèrement baissé sous le gouvernement Jospin... La seule manière de réduire la dette et le déficit publics, c'est de retrouver la croissance puis d'en engranger les fruits.

Contrairement à ce qu'affirme votre projet, la théorie du déclin de la France n'est plus la propriété des partis de droite. A gauche aussi, elle a ses adeptes. Pourquoi niez-vous une situation factuellement sombre et sur laquelle nombre d'économistes et de dirigeants d'entreprise s'accordent ?

Je ne me reconnais absolument pas dans cette idée de déclin. Car ce serait exonérer trop vite le gouvernement de sa responsabilité. Ce discours, la droite le brandissait déjà avant 1997. Nous avons démontré au contraire que la France pouvait embrasser une croissance forte, plus élevée que la moyenne européenne. Notre pays dispose d'une démographie dynamique, d'une population qualifiée, d'entreprises privées fortes et de services publics efficaces...

Mais plus personne ne peut contester le délitement intrinsèque du pays et le recul de son influence dans le monde...

Le gouvernement et le Président de la République en sont les principaux responsables. A l'exception du dossier irakien, tout a été mal géré, aussi bien dans le domaine domestique qu'en politique étrangère. Le déficit démocratique est aujourd'hui criant et la négociation sociale a été ignorée. Pour reprendre l'exemple de la recherche, nous avons un formidable



potentiel mais il est en partie gaspillé par l'absence de réflexion stratégique. En réalité, nous avons toutes les cartes en main pour rebondir.

Quid de la réforme de l'État et de la fonction publique ? Il n'est pas contestable que les services publics ont un coût pharaonique dont la nécessaire diminution réclame une plus grande rationalisation, un management plus exigeant, une « autre » gestion ? Que proposez-vous de concret ?

Les missions des services publics ont considérablement évolué depuis les années 60, et doivent être définies par une loi cadre. C'est au Parlement, et donc au citoyen, d'établir les domaines qui doivent relever de missions de services publics, que celles-ci soient exercées directement par le secteur public, ou indirectement, comme c'est le cas aujourd'hui pour l'eau, via un encadrement public de missions gérées en partie par le privé. La réforme de l'État est essentielle. Le Parlement doit exercer son rôle d'évaluation des politiques et des services publics. Une gestion « au plus juste » qui, là encore, doit résulter d'une étroite liaison avec les partenaires sociaux des services concernés. Notre service public est extrêmement performant. Certaines entreprises, comme EDF, sont à la pointe dans le domaine de l'innovation. D'ailleurs, ce secteur reste un monopole naturel.

Au point que vous projetez de « renationaliser » EDF, nonobstant un coût d'une dizaine de milliards d'euros et surtout un refus presque assuré de Bruxelles...

La réflexion économique européenne est déficiente dans ce domaine. Elle ne différencie pas suffisamment des secteurs qui relèvent d'un monopole naturel comme l'électricité et ceux que la révolution technologique a rendu concurrentiels comme les télécommunications. Il est absurde d'appliquer les mêmes règles à des secteurs qui sont aujourd'hui profondément différents. EDF doit rester totalement sous contrôle public.

Lionel Jospin lui-même a reconnu leur inadaptation au monde hospitalier, Ségolène Royal a fait part de ses franches réticences, les dirigeants d'entreprise endurent chaque jour leurs effets négatifs, la France est de tous les pays celui qui travaille le moins : les 35 heures ont fait la preuve qu'elles constituaient « aussi » un échec. Malgré cela, vous programmez de les étendre à tous les salariés. Quelle est la faisabilité d'une telle annonce ?

Les 35 heures ont constitué une avancée impor-

« La vraie « valeur travail », c'est quand tout le monde peut travailler. Pas quand une partie de la population qui travaille beaucoup en côtoie une autre sans emploi »

« Je ne me reconnais pas dans l'idée de déclin. Car ce serait exonérer le gouvernement de sa responsabilité »

Pierre-Alain Muet, 60 ans, est adjoint au maire de Lyon et vice-président de la Communauté Urbaine de Lyon en charge du développement économique et des relations internationales. Diplômé de l'École Centrale Paris et docteur en sciences économiques, il est professeur honoraire d'économie à l'École Polytechnique, inspecteur général des finances et président de l'Association Française de Sciences Economiques. Il fut conseiller auprès de Lionel Jospin Premier Ministre, et président/fondateur du Conseil d'Analyse Economique.

tante dans le grand mouvement historique de réduction du temps de travail. On travaille aujourd'hui dans presque tous les pays industrialisés moitié moins qu'il y a un siècle. Les 35 heures ont également relancé la négociation – du moins la première loi – et créés de nombreux emplois. C'est l'ampleur de la négociation sociale qui a permis – fait exceptionnel – que l'essentiel de la croissance dans les années 1997-2002 aille à la création d'emploi.

Nous ferons un bilan de l'application des 35 heures avec les partenaires sociaux et nous relancerons la négociation pour en étendre le bénéfice à l'ensemble des salariés. Notre objectif est le « temps choisi », et le respect d'une « valeur travail » à nos yeux fondamentale. La vraie « valeur travail », c'est quand tout le monde peut travailler. Pas quand une partie de la population qui travaille beaucoup en côtoie une autre sans emploi. L'unique période qui, depuis un siècle, fait apparaître une augmentation du nombre total d'heures travaillées en France, c'est de 1997 à 2002. Tout simplement parce qu'en face de la réduction du temps de travail de ceux qui avaient un emploi, deux millions de nouveaux emplois étaient créés.

« Nous voulons valoriser les entreprises innovantes, citoyennes, respectueuses de l'environnement et des droits fondamentaux »

Ce vœu est cohérent avec les aspirations des individus, mais pas avec celles des entreprises. Que leur proposez-vous de concret, pour diluer l'impact des 35 heures dans une réalité macro-économique qui, elle aussi, s'est profondément accélérée et durcie depuis votre départ du gouvernement ?

Il faut laisser toute sa place à la négociation sociale. Elle permettra de procéder aux aménagements nécessaires et de remédier aux problèmes que, par exemple dans le secteur hospitalier, la mesure a pu provoquer. Elle intégrera aussi la volonté des salariés modestes d'accroître leur rémunération. Rappelons toutefois que la compétitivité a profité des 35 heures, puisque les salariés ont accepté une importante modulation salariale.

Ces entreprises, justement, peu de lignes leur sont consacrées. La seule référence à leurs diri-

geants, ce sont les « patrons voyous » qu'une Agence Nationale de Réindustrialisation sera autorisée à punir, et une somme de mesures, certaines utiles, mais toutes contraignantes visant à définir « la nouvelle entreprise ». Un effet de diabolisation qui interroge: pourquoi le PS n'est-il toujours pas capable de passer outre ses dogmatismes, et de voir l'entreprise autrement qu'en destructeur d'emplois ou lieu de mal-être ?

Nous attachons beaucoup d'importance à la responsabilité sociale et sociétale des entreprises. Vous insistez sur le volet « critique » du projet et l'établissement de sanctions à l'égard des entreprises qui se comportent mal. Mais nous voulons aussi valoriser toutes les entreprises qui adoptent une attitude citoyenne, respectueuse de l'environnement et des droits fondamentaux. Nous mettons l'accent sur l'innovation dans les entreprises et sur la création d'entreprises. Tous les élus socialistes ont conscience du rôle fondamental que l'entreprise exerce dans la société et dans l'intégration sociale. Ce n'est peut-être pas assez affirmé dans le projet.

L'un des enjeux de la société est de régénérer la valeur de « la responsabilité ». Or le projet du PS énumère une longue liste de droits, sans aucun devoir en face. Un comportement au mieux de démagogie, au pire d'irresponsabilité ?

Lors des débats préparatoires, l'équilibre entre les droits et les devoirs a toujours constitué un moment fort. Nombreux étaient les intervenants et membres de la commission à réclamer l'instauration de devoirs en face de chaque nouveau droit. Exemple, la création de la couverture professionnelle universelle ou l'allocation d'autonomie pour la recherche d'emploi auront pour contrepartie la recherche active d'un travail. Notre proposition de service civique répond à la même logique: il est important que les jeunes consacrent un certain temps de leur vie à l'intérêt général.

Le modèle danois de flexisécurité, c'est la sécurisation de l'individu en contrepartie de laquel-

« Priorité à l'innovation et à la recherche »



« Gérard Collomb a considéré que Ségolène Royal pouvait apporter « un plus » par rapport à DSK. J'ai apprécié

le il s'inscrit dans une flexibilité professionnelle adaptée aux réalités des entreprises et du marché de l'emploi. De votre côté, ce que vous promouvez, c'est la sécurité professionnelle. En gros, « le beurre » et « l'argent du beurre »... D'autant plus étonnant que la dimension sécuritaire de votre projet tranche avec la réalité d'un monde qui exige mobilité, adaptation, risque...

Le modèle danois est la preuve qu'il ne faut pas inverser l'ordre des choses. Ce n'est pas en imposant la flexibilité et la précarité, comme a tenté de le faire le gouvernement, que l'on peut prétendre se rapprocher du plein emploi. C'est au contraire la sécurité professionnelle qui permet d'épouser, notamment en terme de mobilité, les réalités des entreprises. Et c'est en avançant simultanément vers le plein emploi et la sécurité professionnelle que l'on donne à l'individu la possibilité de prendre des risques, de changer de travail, d'innover, ou de créer son entreprise. L'assouplissement doit prendre place au fur et à mesure que l'on progresse vers le plein emploi. Et dans un tel cadre, la sécurisation de l'individu est capitale. Elle est consubstantielle de l'adaptabilité que l'on exige des gens. Une telle construction se fait dans le

La négociation collective pour fil conducteur

« Nous voulons agir à gauche » (...) « et choisissons le développement solidaire contre la rupture libérale ». Le ton est donné dès l'entame de la préface du projet. Lequel déroule un menu à la hauteur, largement fondé sur la régénération de la négociation collective. L'objectif du « plein emploi dans un développement durable » repose sur la relance de la croissance par l'investissement et le pouvoir d'achat. Avec pour leviers l'encouragement à l'innovation (mise en place d'une politique

industrielle, création d'un fonds public de participation destiné à investir dans le capital des jeunes entreprises innovantes, modification du taux d'impôt sur les sociétés), l'instauration d'une Agence nationale de réindustrialisation (chargée de riposter au phénomène des délocalisations, y compris en punissant le comportement des « patrons-voyous »), le SMIC à 1500 euros en fin de législature, la tenue d'une Conférence nationale annuelle tripartite pour débattre

de la politique salariale, et la perspective d'un impôt citoyen sur le revenu (harmonisant les bases fiscales de l'impôt sur les revenus et de la CSG). Priorité est accordée à l'enseignement supérieur et à la recherche. La consolidation des services et entreprises publics fait apparaître la renationalisation totale d'EDF et la création d'un pôle public de l'énergie EDF/GDF. Les mesures pour l'emploi ressuscitent les « emplois-jeunes », initient le dispositif EVA



qu'elle privilégie l'élaboration d'un livre collectif quand les autres candidats publiaient des essais personnels »

© AP

temps. Et grâce à une dynamique de négociation sociale, qui a fait le succès du Danemark, de la Suède ou des Pays-Bas.

Dynamique d'autant plus hypothétique en France qu'au contraire de ces pays la représentativité de nos syndicats est anémique et leur dogmatisme encore prégnant...

Nous avons besoin de renforcer le poids des partenaires sociaux. C'est pourquoi nous leur proposerons de travailler avec eux pour fonder la représentativité sur l'élection, pour généraliser le principe de l'accord majoritaire, pour favoriser la cotisation syndicale et mettre en place un mode de financement public transparent.

Le modèle social français a fait la preuve de son obsolescence. Votre projet le défend, et menace d'une « France de la division » si nous ne le maintenons pas. Pourquoi un tel manichéisme? Abandonner le modèle social français ne signifie pas tomber dans des griffes extrêmes, mais simplement redéfinir des règles du jeu qui combinent intérêt de l'individu et de la collectivité, et compétitivité de l'économie et des entreprises...

Nous voulons développer le modèle social fran-

çais parce que nous pensons que les sociétés les plus avancées, y compris en terme d'efficacité économique, sont celles qui disposent d'une sécurité sociale et professionnelle forte. Le modèle social de chaque pays est hérité de son histoire. Le nôtre s'est construit sur la base du paritarisme, puis s'est progressivement rapproché du modèle universel, propre aux social-démocraties du nord de l'Europe. Notre force est de combiner ces deux voies... Conforter le modèle français ne signifie pas qu'on le fige. Les droits des salariés doivent intégrer la réalité du phénomène de mobilité, la formation tout au long de la vie. Nous ferons évoluer ce modèle tout en lui conservant sa caractéristique première: la solidarité. Laquelle est un puissant facteur d'efficacité, car la sécurité qu'elle apporte permet la mobilité et la prise de risques.

« Un Président de gauche en 2007 aura à proposer un plan de relance européenne ». Quelle pourrait être la crédibilité de ce représentant d'une gauche française dont une large composante, lors du référendum sur la constitution, a fusillé la construction européenne? »

Le parti socialiste avait une position officielle qui était favorable au Traité. Les Français ont rejeté ce traité, et il n'est pas question de revenir sur ce vote. La France va être amenée à assumer la présidence européenne au 2^e semestre 2007. Son rôle sera de relancer la construction européenne. Pour cela nous prônerons les « coopérations renforcées », et l'appui sur la Gauche européenne pour redynamiser le volet institutionnel de la construction européenne.

Comment, dans un programme présidentiel domestique, peut-on laisser croire aux électeurs qu'un gouvernement français pourra « mener le combat » de la réforme de la gouvernance mondiale, l'instauration d'une ONU économique, d'un Conseil mondial du développement durable, et d'une taxe Tobin, la refonte de l'OMC, de l'OIT, du FMI? Il s'agit là au mieux d'utopie, au pire de leurre. Or c'est de réalisme que le pays et les citoyens ont le plus besoin...

Le vœu d'une mondialisation politique et régulée doit donner sa part à l'utopie. Sans elle, Lyon et Genève ne seraient jamais parvenues à faire avancer le principe d'un Fonds mondial de

solidarité numérique reconnu aujourd'hui par tous les Etats. Nous proposons de remettre de l'ordre dans nos institutions internationales héritées de la deuxième guerre mondiale. Nous appelons à la création d'un Conseil de développement durable auprès de l'ONU qui remplacerait le G8 et intégrerait un panel de pays davantage représentatifs de la réalité de la mondialisation. Nous proposerons une hiérarchisation dans les différentes organisations. L'OMC serait ainsi amenée à légiférer et à organiser la jurisprudence dans le respect des principes fondamentaux (environnement, santé, développement durable, droits des travailleurs) et des normes édictées par le BIT, l'OIT, l'Organisation mondiale de l'environnement (à créer). Avec pour dessein de placer les principes démocratiques et le respect de l'environnement au-dessus des règles qui régissent l'activité économique pour faire émerger une « mondialisation responsable ».

Gérard Collomb a-t-il eu raison de « lâcher » DSK pour Ségolène Royal?

Je pense que Gérard Collomb, au terme de sa réflexion, a considéré que Ségolène Royal était en mesure d'apporter « un plus ». Personnellement, j'ai apprécié la démarche citoyenne de l'élue de Poitou-Charentes, et sa volonté de fonder son programme en s'appuyant sur la construction collective du Parti Socialiste. Elle a privilégié l'élaboration d'un livre collectif quand les autres publiaient des essais personnels.

Ce qui ne l'a pas empêché, l'avant-veille de la publication du projet, de critiquer les 35 heures et déjà de se démarquer de ce socle commun... Cela fait partie des couacs, inévitables, mais en définitive bien peu représentatifs.

Eclairez-nous: le PS établit un projet sur lequel l'ensemble des candidats s'accordent. Donc la campagne pour la candidature ne mettra pas en jeu les idées, mais exclusivement des ambitions politiques et personnelles... N'était-il pas davantage cohérent que chaque candidat porte son projet personnel devant les militants?

Lors du Congrès du Mans, la motion finale avait été votée à l'unanimité moins la voix d'Arnaud Montebourg. Cette motion appelait à construire un projet ensemble, préalablement à la désignation du candidat qui va le porter. Cet ordre a une logique: il n'y a pas de leader qui se soit dégage naturellement. L'important aujourd'hui c'est le projet. Attendons demain pour la seconde phase...

... qui sera donc celle bien davantage de la communication que des idées puisque sur ces dernières les candidats se sont officiellement entendus...

Plus exactement, la campagne va mettre en valeur la capacité de chacun à porter ces idées dans l'opinion. Je regrette toutefois que nombre de présidentiables aient cherché trop vite à se démarquer alors qu'on construisait un projet ensemble (propos recueillis par Denis Lafay). ■

d'allocation d'autonomie pour les jeunes, réaffirment la primauté du CDI, généralisent les 35 heures – « par la loi si la négociation n'aboutit pas » –, et annoncent la création d'une Couverture Professionnelle Universelle assurant « emploi, garantie de ressources, promotion professionnelle ». L'économie sociale et solidaire est promue, le développement durable érigé en objectif transversal.

L'entreprise fait l'objet d'une « nouvelle conception », destinée à dynamiser la démocratie sociale: participation des représentants du personnel aux conseils d'adminis-

tration et de surveillance, responsabilité civile et pénale des dirigeants accrue, rééquilibrage des pouvoirs au sein de l'entreprise au profit des salariés, encadrement des rémunérations des dirigeants, augmentation des effectifs de l'inspection du travail. Et nouvelles dispositions (financement public, soutien aux cotisations) pour accroître le « poids » des syndicats.

Le rayonnement international mobilise la France au premier chef dans la redéfinition des instances internationales et l'élaboration d'une gouvernance mondiale, ainsi que dans un plan de relance européenne.

« C'est en avançant simultanément vers le plein emploi et la sécurité professionnelle que l'on donne à l'individu la possibilité de prendre des risques »